

Alors que les étrangers sont évacués, les massacres ont déjà fait des
milliers de morts à Kigali
Le Rwanda à feu et à sang

Jean Hélène

Le Monde, 12 avril 1994, page 1, 6

De larges flaques de sang sèchent au soleil sur le parvis de l'église catholique de Gikondo. A l'intérieur, encore le sang et l'odeur de la mort. Une large banderole est déployée au-dessus de l'autel : « *Amahoro* » (paix, en kinyarwanda). Les secouristes du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ramassent dans les travées un adolescent au crâne ouvert par des coups de machette.

Il attend des secours depuis vingt-quatre heures, comme celui qui s'était barricadé avec d'autres fuyards dans une pièce du sous-sol. Faute de pouvoir entrer, les assaillants ont jeté une grenade par le soupirail. Isidore, seul survivant, attend, entouré de trois cadavres. Ils étaient une centaine, des Tutsis en majorité, à s'être réfugiés à la mission du quartier de Gikondo. Samedi 9 avril, à la sortie de la messe, une foule de miliciens armés a envahi la mission, et le carnage a commencé. Il a duré deux heures.

Le Père Stanislas ne trouve pas ses mots. Il baisse les bras. Il ne comprend pas comment les gens du quartier, ses propres paroissiens, ont pu commettre une telle tuerie : « *Qu'est-ce que nous, les religieux, avons réussi à faire dans ce pays pendant toutes ces années ?* », murmure-t-il dans un instant de découragement. Les employés de la mission ont enterré soixante-dix cadavres et le CICR est venu chercher une trentaine de blessés, dont certains, horriblement mutilés, ne survivront pas.

Les six véhicules du CICR sillonnent la capitale depuis trois jours pour ramasser les blessés qui agonisent dans les rues ou devant leur maison. « *Ce n'est pas six, mais une centaine de voitures dont j'ai be-*

soin pour aller chercher toutes les victimes des massacres », dit Philippe Gaillard, chef de la délégation du CICR à Kigali, « *et je ne parle que des survivants...* » Le ministère des transports a été chargé du ramassage des morts, qui auraient dépassé le nombre de dix mille dans la capitale, selon les estimations du CICR.

On utilise des camions, des bennes. Les prisonniers ont été réquisitionnés pour enterrer les cadavres dans des fosses communes. Le tri des blessés se fait au dispensaire de Médecins sans frontières, installé à la hâte sous des tentes devant le centre hospitalier de Kigali. Les cas graves sont dirigés vers les urgences où opèrent une dizaine de médecins rwandais et expatriés. Dans les couloirs maculés de sang, s'alignent des corps immobiles ou secoués de spasmes. Hommes, femmes, enfants, vieillards, les yeux hagards, encore muets d'horreur. En contrebas, la morgue de l'hôpital est pleine. Dans la cour, des monceaux de corps s'empilent sur plus d'un mètre, parfois sous des couvertures, parfois couverts de mouches. A l'hôpital, gardé par des militaires, il faut éviter de se présenter comme journaliste. Il est risqué de prendre des notes et a fortiori des photos.

Les rues du centre-ville sont totalement désertes, à l'exception des miliciens qui tiennent des barrages, armés jusqu'aux dents : machettes, gourdins, arcs et flèches, poignards. Certains brandissent fièrement une grenade. En fin d'après-midi, la bière aidant, ils deviennent imprévisibles. Que les barrages soient civils ou militaires, il faut montrer son passeport et prouver que l'on n'est pas Belge. « *On vous aime*

bien, vous les Français », dit un soldat dans un grand sourire, « *mais pas les Belges.* » Une dizaine de journalistes de Bruxelles arrivés à Butaré, dans le sud du pays, ont rebroussé chemin vers le Burundi. Dans cette partie de Kigali contrôlée par la garde présidentielle, les Belges sont perçus comme des partisans des anciens rebelles du Front patriotique rwandais (FPR).

Les pillages ont succédé aux tueries. Les jeunes gens se dispersent dans les rues en poussant leur butin. Il y a foule dans la zone des entrepôts : ceux de la Croix-Rouge et du Programme alimentaire mondial (PAM) sont dévalisés. Le canon tonne toujours du côté de l'ancien Parlement, où résistent les combattants du FPR, cantonnés là depuis décembre 1993, dans la perspective de la réconciliation nationale. Les combats ont diminué d'intensité depuis jeudi, quand le FPR a tenté sans succès une sortie. Une violente canonnade éclate de temps à autre, puis la ville retombe dans un calme précaire. Toute la question est de savoir si les renforts du FPR, qui arrivent de Muhlundi (le quartier général de l'ancienne rébellion tutsie, près de la frontière ougandaise), vont réussir ou non à opérer la jonction avec leur contingent de Kigali.

Négociations sans issue

L'Hôtel Méridien est situé à 200 mètres de la ligne de front, du moins de celle de la capitale, car, de source gouvernementale, on parle de trois autres zones d'affrontements dans le nord du pays. Le hall de l'hôtel est encombré de soldats de la mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR) et de familles d'expatriés qui attendent l'évacuation. A la réception, un opérateur radio reçoit les appels d'expatriés disséminés dans la ville et terrés chez eux depuis quatre jours. Les « casques bleus » sortent plusieurs fois par jour pour aller les récupérer. Ils sont près de cinq cents à avoir trouvé ainsi refuge au Méridien, contre la façade duquel s'écrasent, de temps à autre, des balles perdues.

Dans le quartier des ministères, un convoi de deux cents voitures (un millier d'étrangers de toutes nationalités) s'est rassemblé pour évacuer par la route vers le Burundi. Les combats rendent l'accès au quartier

général de la MINUAR très difficile. Le commandant des forces de l'ONU, le Canadien Roméo Dallaire, y joue un rôle de médiation entre le FPR et le gouvernement, mais les négociations en vue d'un cessez-le-feu piétinent.

A l'Hôtel des Diplomates, siège du gouvernement formé dans la nuit de vendredi à samedi, on estime qu'il n'y a pas de solution alternative à ce nouveau pouvoir rejeté, samedi, par le FPR. Ce gouvernement « *ne devrait pas durer plus de six semaines, si les partis mettent de la bonne volonté pour concrétiser les accords d'Arusha* », insiste le premier ministre, Jean Kambanda. Ces accords prévoyaient une transition de deux ans, gérée par des institutions incluant tous les partis politiques (y compris le FPR), en attendant l'instauration d'un régime démocratique. Or, les tendances de l'opposition favorables au FPR ne détiennent aucun portefeuille dans le nouveau gouvernement. Et une bonne partie de leurs dirigeants sont morts, comme l'ancien premier ministre Agathe Uwilingiyimana, ou présumés morts, comme Landouald Ndasingwa, responsable du Parti libéral. M. Kambanda affirme contrôler l'armée, dont « *quelques éléments indisciplinés seulement se sont livrés aux pillages et aux massacres* », et assure que, dès dimanche, des patrouilles militaires ont commencé à restaurer l'ordre. Mais l'annonce de l'avancée du FPR rend les militaires nerveux. Samedi soir, des soldats ont tué sept blessés dans l'enceinte de l'hôpital. Dimanche, des militaires ont frappé des rescapés au centre de Médecins sans frontières, les menaçant de revenir pendant la nuit pour les achever. On craint ici que les derniers Tutsis de la capitale soient massacrés avant que les troupes du FPR ne l'aient atteinte.

Mission humanitaire

A Paris, le ministre de la Coopération, Michel Roussin, avait indiqué dimanche que « *les soldats français n'interviendront pas. Notre mission est une mission strictement humanitaire pour permettre aux ressortissants de quitter le Rwanda* »

(AFP, Reuter).